



Bulletin du Forum mondial de l'eau

Un rapport quotidien du 5ème Forum mondial de l'eau

Publication de l'Institut international du développement durable en collaboration avec le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau

5th WORLD WATER FORUM
ISTANBUL 2009

iisd | Reporting
Services

EN LIGNE A: [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WATER/WORLDWATER5/](http://www.iisd.ca/YMB/WATER/WORLDWATER5/)
ÉDITION #6, VOLUME 82, NUMÉRO 21, DIMANCHE, 22 MARS 2009



FAITS MARQUANTS DU 5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: SAMEDI 21 MARS 2009

Le samedi les délégués ont participé à deux sessions d'intérêt spécial sur "Irrigation: utilisation efficace de l'eau en agriculture" et "catastrophes liées au climat". Le processus thématique s'est clos par des sessions de synthèse sur les thèmes «promouvoir le développement humain et les ODM», «gérer et protéger les ressources en eau», et «éducation, connaissances et développement des capacités». Les ministres se sont préparés pour la clôture du forum en participant à une série de tables rondes.



D-G: Mehmet Mehdi Eker, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales, Turquie, et Chen Lei, Ministre des Ressources en eau, Chine

SESSIONS D'INTÉRÊT SPÉCIAL

IRRIGATION: UTILISATION EFFICACE DE L'EAU EN AGRICULTURE: Présidé par Akif Özkaldi, Directeur adjoint du Directorate turc des travaux d'état, la session s'est penchée sur les expériences de trois pays, à savoir: le Mexique, la Chine et la Turquie. Le Président Özkaldi a relevé trois domaines d'importance pour les présentations, à savoir, les arrangements juridiques et institutionnels, la planification et le développement, et le fonctionnement et la maintenance des systèmes d'irrigation.

Au cours du panel sur le Mexique, les présentations ont traité des structures institutionnelles et des initiatives spécifiques de politique. Un délégué a parlé des principales recommandations d'un tribunal de l'eau tenu à Saragossa in 2008 sur la gestion des ressources de l'eau. Il a également parlé de l'élaboration des stratégies participatives de gouvernance. Les panélistes ont

donné un aperçu de la structure institutionnelle du Mexique, notant que Conagua exige un permis aussi bien pour les quantités d'eau utilisées que pour les émissions des eaux usées, et ont souligné la nécessité d'investir dans les activités qui améliorent les économies d'eau et la productivité. Ils ont expliqué le passage à un contrôle administratif décentralisé dans les districts d'irrigation.

Dans le panel sur la Chine, Chen Lei, Ministre des ressources hydrauliques de Chine, a souligné le rôle central de son pays dans la sécurité alimentaire mondiale. Il a ajouté que cette sécurité est menacée par la dégradation des terres, la croissance démographique, le changement climatique et la rareté de l'eau pour la production alimentaire. Les panélistes ont parlé de: la nécessité de réhabiliter une infrastructure d'irrigation obsolète, la structure juridique pour la gestion des ressources en eau, comprenant notamment, une réglementation sur l'appartenance des ressources d'eau de l'État et sur les exigences de



Les dais au cours de la session sur l'irrigation: Utilisation efficace de l'eau en agriculture

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographie: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courrier électronique à: <alexandra@iisd.org>.



Mehmet Mehdi Eker, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales, Turquie

conservation; la nécessité d'équilibrer les rôles des secteurs public et privé pour la gestion des systèmes d'irrigation; et l'implication des associations des agriculteurs utilisateurs de l'eau dans les activités de gestion et d'irrigation.

Dans la présentation sur la Turquie, les panelistes ont identifié de nouvelles stratégies de financement pour les investissements sur l'irrigation, incluant des partenariats publics-privés; Mehmet Mehdi Eker, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales de la Turquie, a parlé des politiques et des plans d'action qui doivent servir à répondre aux impacts du changement climatique. Les orateurs ont aussi présenté les activités rurales comme d'importants facteurs contribuant à l'économie nationale et ont encouragé la consolidation des terres pour accroître l'efficacité de l'irrigation et la productivité des terres.

Le Président Özkaldı a souligné les défis et les priorités communs à plusieurs pays, en particulier la nécessité de moderniser l'irrigation. Il déclaré que les trois panels ont relevé la variabilité régionale de la disponibilité de l'eau et par conséquent, l'importance d'une utilisation efficace de l'eau pour répondre à la demande future de production alimentaire. Tous les panelistes ont reconnu la nécessité de tenir compte des considérations sociales, politiques, économiques et techniques dans la gestion de l'eau pour l'agriculture.

Dans les discussions qui ont suivi, une question relative à la corruption a soulevé le problème de «banques d'eau» pour réglementer le transfert des droits à l'eau et la nécessité de transparence et de dialogue entre les gouvernements et les utilisateurs de l'eau. D'autres délégués ont émis des observations sur: la durabilité économique des associations des utilisateurs d'eau; l'implication des coûts énergétiques et de la technologie d'irrigation; la nécessité d'une approche progressive sur l'accroissement de l'efficacité de l'irrigation, et l'utilisation d'un financement flexible et des fonds de développement agricole pour augmenter la productivité dans l'utilisation de l'eau.

Les délégués ont aussi discuté entre autres de: la nécessité de tenir compte tant de la qualité que de la quantité de l'eau dans les discussions sur l'irrigation; la recherche biologique sur la croissance des cultures et l'utilisation de l'eau pour augmenter l'efficacité de l'irrigation; le traitement des eaux usées et leur réutilisation; l'utilisation des fonds internationaux pour la coopération transfrontière sur l'eau et le rôle de l'utilisation efficace de l'eau domestique dans la réduction des besoins en eau des bassins transfrontaliers; les impacts de la crise financière sur la viabilité des projets de partenariat public-privé relatifs aux infrastructures d'irrigation; les conséquences de l'affectation des terres, y compris la foresterie; la disponibilité de l'eau; les mécanismes d'établissement des prix de l'eau; la réduction au minimum de l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques; et les associations pour la formations des agriculteurs.

CATASTROPHES LIÉES AU CLIMAT: Au sujet de «gestion des catastrophes liées au climat dans le cadre du changement climatique: défis et directions futures du point de vue des gestionnaires des services météorologiques et de l'eau», Mehmet Karaca, de l'université technique d'Istanbul, a inauguré une série de présentations effectuées au cours de

deux sessions de panel sur les questions suivantes; surveillance climatologique en Turquie; technologies servant à surveiller les aspects du climat et de l'environnement, incluant les systèmes variés de surveillance par satellites; la stratégie de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour l'atténuation des, et l'adaptation aux effets du changement climatique; validation des données climatiques; la décision de libérer l'eau des barrages du fleuve Euphrate en 2004; les activités des services hydrométéorologiques en, Azerbaïdjan; les effets du changement climatique en Turquie et en Méditerranée; et la baisse du niveau d'eau en Turquie.

Les délégués se sont penchés entre autres sur: la nécessité de se préparer à affronter les effets extrêmes du changement climatique, l'importance de la collaboration interdisciplinaire dans les efforts d'atténuation; la possibilité d'établir un réseau des services climatiques nationaux susceptibles d'améliorer la gestion des réservoirs et la production alimentaire; couvrir les besoins des personnes les plus vulnérables dans le monde; comment réduire l'empreintes écologiques de l'humanité; le potentiel pour la Turquie de diminuer de moitié sa consommation d'eau tout en continuant à répondre à tous ces besoins en eau.

Les panelistes ont aussi encouragé les actions suivantes: impliquer les diverses parties prenantes dans la gestion de la sécheresse et des inondations, pour prévenir les pertes de vie en Turquie; mettre en place des systèmes d'alerte précoce ainsi qu'une capacité de réaction pour faire face aux catastrophes; citer le projet de l'Anatolie du Sud-est (GAP) comme un bon exemple de développement durable qui fournit des opportunités de moyens d'existence et une protection contre les inondations; et l'amélioration des données climatiques et de la modélisation pour offrir de meilleures prédictions saisonnières sur les pluies et pour présenter des données articulées sur des périodes de temps compréhensibles pour les politiciens. Les délégués ont noté que les moyens utilisés pour conserver l'eau comprennent: le remplacement des vieux systèmes d'irrigation par de nouveaux, avec le passage des systèmes de canaux ouverts à une technologie utilisant des tuyaux fermés, et une irrigation goutte-à-goutte, ainsi que le remplacement des anciens réseaux de distribution d'eau dans les zones urbaines.

Au cours des discussions, un délégué a suggéré l'étude des corrélations entre les baisses des niveaux d'eau et le régime des précipitations en Turquie. D'autres ont noté: la nécessité de diminuer les gaz à effet de serre et de promouvoir des sources vertes d'énergie, en particulier l'énergie éolienne; que le secteur énergétique est l'un des secteurs les plus actifs en Europe, en dépit de la crise économique; la validation de l'observation sur le terrain; la nécessité de mettre à la disposition du grand public, les données et les informations afin de faciliter la participation public dans la GIRE; et l'importance de prendre en compte les conséquences écologiques collatérales du développement au moment, de prendre les décisions de politiques.

Les délégués ont aussi suggéré, pour répondre au changement climatique en Turquie: de mettre en œuvre la GIRE; élaborer des politiques de changement climatique pour chaque secteur; tenir compte du rapport entre l'énergie et l'eau; entreprendre des processus de planification à court, moyen et long terme; et reconnaître le rôle des gouvernements locaux. Ils ont aussi examiné le rôle des infrastructures de grande



Les enfants au Forum



D-G: Clarissa Brocklehurst, UNICEF; Pasquale Steduto, président ONU-Eau; Michael Fink, Association internationale pour l'hydroélectricité; Daniel Renault, FAO; Akkineni Bhavani Prasad, Confédération des associations des agriculteurs, Inde; Peregrine Swann, DFID RU; et Martin Walsh, Partenariat mondial sur l'eau

échelle, telles que les tunnels parcourant de longues distances et les barrages dans le contexte de l'adaptation au changement climatique.

SESSIONS THÉMATIQUES

FAIRE AVANCER LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LES ODM

SYNTHÈSE DU THEME: Pasquale Tenuto, président d'ONU-Eau, a présenté la session de synthèse sur les quatre sujets du thème, à savoir: «assurer l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) pour tous», «eau pour l'énergie, énergie pour l'eau», «eau et alimentation pour éradiquer la pauvreté et la faim», et «utilisations et fonctions multiples des services de l'eau».



Clarissa Brocklehurst, UNICEF

Clarissa Brocklehurst, de l'UNICEF, a résumé les discussions sur le WASH. Elle a souligné la nécessité de: la promotion de l'assainissement et la collaboration sur la surveillance globale, nationale et infra nationale; les réformes des services; et les échanges de connaissances en matière d'assainissement urbain, notamment le WASH dans les écoles

Sur le sujet «eau pour l'énergie, énergie pour l'eau», Michael Fink de l'Association internationale de l'hydro énergie, a déclaré que les discussions ont été centrées entre autres sur: technologie

et durabilité, y compris les empreintes écologiques; stratégie politique et partenariats; le lien eau, énergie et climat; l'importance de disposer une bonne base d'information pour la prise de décision; et l'efficacité de l'utilisation de la ressources.

À propos de «eau et alimentation pour éradiquer la pauvreté et la faim», Akkineni Bhavani Prasad, Confédération de associations des agriculteurs indiens a souligné l'importance: des mécanismes de micro-o-financement; des approches intégrées pour l'alimentation et l'énergie, et du développement des marchés locaux. Il a noté que «les agriculteurs font partie de la solution et non pas du problème» et a annoncé qu'un projet de rapport de synthèse sera disponible sur le site internet du Forum.

Sur «les utilisations et les fonctions multiples des services de l'eau (MUFS)», Daniel Renault, de la FAO, a défini le MUFS comme étant un processus à travers lequel la même eau est utilisée pour des usages, des fonctions et des services différents dans un système donné. Il a souligné que les MUFS

pouvaient servir un marché d'un milliard de personnes avec des bénéfices potentiels énormes en termes d'investissement et de réduction de la pauvreté.

Martin Walsh, du Partenariat global sur l'eau, a noté l'importance d'un travail couvrant plusieurs secteurs et Peregrine Swann, du Département du développement international du Royaume uni, a souligné que le financement doit parvenir là où les besoins sont les plus grands, et a noté que cela ne s'est pas encore produit. Swann a ajouté que les mécanismes d'imputabilité tant pour les donateurs que pour les gouvernements, pourraient améliorer cette situation. Un représentant du Forum des jeunes a plaidé pour une mise en œuvre plus efficace des ODM sur le WASH et pour la reconnaissance de l'accès à l'eau comme un droit humain.

Les délégués ont discuté des questions suivantes: la question du financement par rapport à la technologie pour améliorer l'accès à l'eau; la nécessité de réduire les écarts entre la production alimentaire et la production énergétique, et le fossé entre la communauté scientifique et les décideurs politiques; et l'apprentissage mutuelle. Johan Kuylensstierna, ONU-Eau a clos la session en notant que l'intérêt devrait être centré sur la mise en œuvre des structures existantes et sur une meilleure intégration des questions financières, y compris les investissements au-delà de 2015

GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU QUELS SONT LES INSTRUMENTS OPÉRATIONNELS QUI PERMETTENT DE RÉUSSIR LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE ET UNE BONNE GESTION DE BASSIN?:

Les co-présidents Sammy Puri, de l'Association internationale des hydrogéologues et Jean-yves Grosclaude, de l'Agence française de développement, ont déclaré que la session avait pour objectif d'identifier les instruments opérationnels susceptibles de faciliter la coopération transfrontalière et une bonne gestion des bassins. Ils ont identifié trois questions à analyser: comment spécifier le rôle de l'aide officielle au développement dans la coopération transfrontalière; comment développer



D-G: Jean-Yves Grosclaude, Agence française de développement (AFD), et le co-président Sammy Puri, Association internationale des hydrogéologues

des mécanismes financiers durables; et comment réussir une solidarité financière pour la fourniture des ressources dans les pays du bassin.

Les présentations de panels ont mis en exergue diverses expériences régionales dans la gestion transfrontalière de l'eau, notamment: la coopération dans le système aquifère des grès nubiens d'Égypte, de Libye, du Tchad, et du Soudan; le progrès d'Anatolie du Sud-est, dans le bassin du Tigre et de l'Euphrate, et la coopération interprovinciale sur le fleuve Yangtze. Ils ont aussi souligné les efforts entrepris pour harmoniser les méthodologies pour la classification globale et la cartographie des aquifères transfrontaliers.

Un deuxième groupe de panéliste a exprimé des observations sur les instruments opérationnels relatifs: au rôle des tierces parties dans les conflits internationaux et le rôle du réseau international des organisations des bassins fluviaux dans la fourniture d'aide pour l'harmonisation infranationale de la gouvernance; la nécessité d'allouer des avantages de l'eau plutôt que l'eau elle-même; la création des méthodes normalisées de mesure, et des bases des données partagées utilisant l'exemple de la Directive-cadre européenne sur l'eau; la valeur des mesures progressive de renforcement de la confiance pour surmonter les méfiances, mises en application par exemple dans les projets de l'Europe du Nord-ouest; les mécanismes de résolutions de conflit; les inventaires des préoccupations potentielles transfrontalières relatives à l'eau; les plans pour mobiliser les parties prenantes, et le renforcement des capacités dans le bassin fluvial du Mékong.

Au cours des discussions les délégués ont débattu des nuances sémantiques entre cours d'eau "internationaux" et cours d'eau "transfrontaliers". Les participants ont souligné la nécessité de gérer les fleuves Tigre et Euphrate d'une manière raisonnable et optimale, mais ont noté que malgré leur volonté de coopérer, les "ingérences dans leurs affaires les rendaient inconfortables". Ils ont déclaré que la construction de barrages en Turquie n'affectera pas leurs voisins en aval et qu'elle se poursuivra même si les prêts ne sont pas accordés par les institutions financières internationales. Les participants ont aussi discuté entre autres de: financement et aide officielle au développement pour le soutien à la gestion transfrontalière; allocation équitable de l'eau et participation aux activités de conservation dans les pays en amont et en aval du bassin; et mécanismes pour encourager le développement de la confiance chez les parties prenantes du bassin.

COMMENT POUVONS-NOUS SURMONTER LES DIVERGENCES ENTRE LES DEUX UTILISATEURS DONT LES VIES DÉPENDENT DES RESSOURCES EN EAU COMMUNE? ET COMMENT POUVONS-NOUS LE FAIRE VRAIMENT?: László Kóthay, Secrétaire d'État au Ministère de l'environnement et de la gestion de l'eau, Hongrie, et l'Ambassadeur Muhammad Zamir (Bangladesh), ont ouvert la rencontre de synthèse sur le sujet: «gestion de bassin et coopération transfrontalière» qui comprenait quatre sessions.

Résumant les résultats clés de la session sur les réussites et les échecs de la solidarité hydrologique, les panélistes ont noté que les interactions entre les états riverains sont basées sur la souveraineté hydrologique et non pas sur la solidarité hydrologique, et que les discussions au cours de cette session ont porté sur la question de savoir si le terme «international» est équivalent au terme «transfrontalier» lorsqu'il s'agit des sources en eau.

À propos de la session consacrée à l'implication des parties prenantes dans la gestion des bassins et dans la coopération transfrontalières sur l'eau, les panélistes ont expliqué que les délégués ont noté l'importance de l'implication des parties prenantes dans la gestion transfrontalière des eaux, et relevé les défis posés par la participation de ces parties prenantes, notamment: la motivation pour participer; l'absence de connaissances diplomatiques relatives aux questions de l'eau; et la modélisation pour faciliter une compréhension commune.

A propos de la coopération relative aux ressources en eau transfrontalières de surface et souterraines, session qui a évalué les instruments pour le développement d'une coopération durable et la prévention des conflits, les panélistes en ont résumé les conclusions clés, notamment: l'absence de définition commune de la coopération durable; le caractère fondamental de la volonté et de la confiance politiques; la facilitation de la coopération par les cadres juridiques de mise en application; la nécessité des approches à l'échelle du bassin; l'obligation pour la gestion de protéger les écosystèmes aquatiques; et l'obligation d'utiliser les traités comme instruments pour mettre en place des institutions et des accords conjoints pour la coopération. Ils ont résumé les suggestions exprimées sur la Convention des Nations unies sur les cours d'eau de 1997, en particulier des plaidoiries pour sa ratification, et la mise en place d'un organe provisoire par le Secrétaire général des Nations unies pour appuyer et promouvoir la Convention.

Résumant la session sur les instruments opérationnels permettant de mettre en œuvre la coopération transfrontalière et une gestion de bassin rationnelle, les panélistes ont présentés des catégories d'instruments opérationnels que les délégués ont proposés pour parvenir à une coopération durable, notamment: les plans de gestion de bassins; les instruments juridiques et institutionnels; les systèmes d'information; les plans de développement et les programmes d'investissement à moyen terme; et les mécanismes de financement, ainsi que les ressources financières.

Dans la discussion qui a suivi, divers points de vue ont été exprimés sur la Convention des Nations unies de 1997 sur les cours d'eau. Certains participants ont déclaré que la Convention devrait être révisée et mise à jour avant sa ratification, en particulier pour refléter les préoccupations environnementales et la nécessité d'un développement durable. D'autres ont adhéré au principe que la Convention doit servir comme la base du droit international sur les eaux transfrontalières. Un représentant du Forum des jeunes a demandé que la jeunesse soit impliquée dans le processus de prise de décision. Les délégués ont aussi discuté: des exemples de réussite sur le partage de des coûts et des avantages, le rôle des tierces parties dans la facilitation de la coopération et l'importance du renforcement de la confiance.

Lena Salame, UNESCO, et Jean-François Donzier, du Réseau international des organisations de bassins, ont clos la session par une description du processus participative utilisé pour développer ce sujet, et ont présenté un résumé. Ils ont souligné la nécessité d'une information globale et intégrée, et d'une gestion au niveau de bassin.

LA NÉCESSITÉ POUR UNE GESTION ET UNE PROTECTION AMÉLIORÉES DES EAUX DE SURFACE, DES EAUX SOUTERRAINES ET DES EAUX DE PLUIE: Hasan Akyar, DES Travaux hydrauliques de l'état, a déclaré que les panélistes devraient résumer les conclusions des trois sessions qui ont contribué à ce sujet, en particulier: les eaux souterraines; les structure stratégiques pour une gestion et une protection efficaces et durables des ressources en et, la sensibilisation du public et l'implication des parties prenantes pour une gestion durable des ressources en eau.

Au sujet des eaux souterraines, Michael Campana, de l'Université d'État de l'Oregon, a déclaré que les délégués ont souligné que les eaux souterraines se comportent de manière différente par rapport aux autres sources d'eau, et cela n'est pas bien compris par les politiques et les décideurs. Il a noté que l'utilisation des eaux souterraines n'exige pas de grandes infrastructures et que, bien que ceci puisse être un avantage, cela expose la ressource à une exploitation abusive, situation qui nécessite de nouvelles formes de gouvernance.



Des jeunes talents au Forum



Hasan Akyar, Directeur général, Travaux hydrauliques de l'État, Turquie

A propos de la gestion des ressources en eau, Ari Michelsen, de l'Association américaine sur les ressources en eau, a déclaré que les délégués ont convenu à l'unanimité de la nécessité d'une gestion intégrée des ressources en eau, mais n'ont pas pu s'accorder sur sa définition. Il a déclaré que les eaux souterraines de surface et les eaux de pluie doivent être gérées ensemble et que les eaux souterraines non renouvelables, doivent être incluses dans la GIRE. Il a souligné la nécessité d'une gestion adaptative. Nilgün Harmancıoğlu, de l'université d'Dokuz Eylül, a souligné que les solutions scientifiques ne fonctionneront pas tant qu'elles ne sont pas précédées de structures appropriées d'élaboration de politiques.

On public awareness and stakeholder participation, Peter Mulvihill, International Commission on Large Dams, said participants had discussed the need to, inter alia: train the public on the effects of their water-use behaviors; ensure participation at all levels and phases of IWRM; and make meaningful participation a requirement at the statutory level. He noted that they also discussed the need for governments and donors to consult farmers on payment schemes.

A propos de la sensibilisation du public et de l'implication des parties prenantes, Peter Mulvihill, de la Commission internationale sur les Grands barrages, a déclaré que les délégués ont discuté de la nécessité entre autres de: former le public sur les effets de ses comportements sur l'utilisation de l'eau; assurer une participation de la GIRE à tous les niveaux et à toutes les phases; et faire d'une participation effective, un préalable au niveau statutaire. Il a noté que ces délégués ont aussi discuté de la nécessité pour les gouvernements et les donateurs de consulter les agriculteurs sur les plans de paiement.

Au cours de la discussion qui a suivi, les délégués se sont concentrés sur les problèmes liés aux eaux souterraines. Ils ont convenu qu'étant donné le libre accès à la ressource, une réglementation s'avère nécessaire pour gérer durablement les eaux souterraines. Ils ont relevé les défis liés à la construction des puits illégaux, à la gestion transfrontalière des ressources partagées d'eau souterraines, et la probabilité que le changement climatique affectera négativement les ressources des eaux souterraines.

Les délégués ont par ailleurs noté: le peu d'importance accordé à la protection de l'eau et aux liens entre la protection des sols et l'eau; les techniques et les technologies pour le renouvellement des eaux souterraines et le recueil des eaux de pluie; le potentiel des images satellites pour la collecte des données et la surveillance; la nécessité d'impliquer les parties prenantes agricoles, étant donné l'énorme consommation d'eau dans ce secteur; le niveau d'implication des acteurs externes dans les débats internes sur le partage de l'eau; le potentiel d'une autorégulation pour réduire au minimum la surexploitation des ressources de l'eau. Ils ont aussi discuté de la privatisation ou non de la gestion des eaux souterraines

SYNTHÈSE DU THÈME

GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU ET LEUR SYSTÈME D'APPROVISIONNEMENT POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ET ENVIRONNEMENTAUX: Décrire le processus

thématique, Karin Krchnak, de The Nature Conservancy, a noté que "l'eau pour l'environnement, c'est l'eau pour la croissance

et le développement", soulignant la nécessité non seulement de trouver des solutions techniques, mais aussi des solutions politiques.

Luis Berga, de la Commission internationale des Grands barrages, a présenté les conclusions du sujet "Assurer les ressources en eau et les infrastructures adéquates, pour répondre aux besoins agricoles, énergétiques et urbaines." Il a souligné le fait que l'infrastructure relative à l'eau est liée au développement économique et social et que l'expérience accumulée au cours du dernier siècle dans le domaine du développement des infrastructures révèle que les grands projets hydrauliques et énergétiques peuvent avoir des impacts sociaux et environnementaux majeurs. Notant la nécessité d'intégrer les objectifs de gestion de l'eau à la conservation des ressources environnementales et culturelle, il a souligné l'attention particulière qui doit être accordée à la définition des régimes de flux environnementaux à l'intérieur des bassins fluviaux.

Sur le sujet "préservé les écosystèmes naturels pour l'eau et la vie", Mathieu Pinkers, du ministère hollandais de l'agriculture, de la Nature et de la qualité alimentaire, a souligné qu'assurer un accès aux connaissances et à l'éducation, est un préalable pour réussir les objectifs de conservation.

Ahmet Sargin, Directeur général des travaux hydrauliques d'État, Turquie, a résumé les questions clés survenues dans les discussions sur «gérer et protéger les eaux de surface, souterraines et les eaux de pluies», soulignant la nécessité de renforcer les liens entre les décideurs et les techniciens.

Dans une synthèse sur les questions de suivi clés relevées au cours des sessions thématiques,

Sybille Vermont, de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage de la Suisse, a souligné la nécessité de transmettre le message de l'eau dans un langage que les décideurs et les parties prenantes des autres secteurs peuvent comprendre. Dans sa conclusion, elle souligné la nécessité de passer d'une gestion de l'eau à une gestion de l'écosystème et a proposé que le concept de "hydro solidarité" devienne la nouvelle structure organisationnelle pour toute action.

Présentant les recommandations du Forum des Jeunes, Ramazan Caner Sayan et Natalia Coibanu ont souligné que les jeunes sont unis dans leur objectif de créer un avenir sécuritaire et de surmonter les divergences liées à la différence des cultures, des pays, et des capacités, et ont plaidé pour un plus grand rôle de ces jeunes dans le processus de décision et la gestion des ressources en eau et des systèmes d'approvisionnement. Ces délégués des jeunes ont noté que l'éducation joue un rôle déterminant dans l'autonomisation des jeunes à vivre de manière plus durable; il est donc nécessaire de mettre en place des programmes de formation et d'apprentissage pour développer leurs qualités de leadership. A propos de leur propre contribution au processus du Forum,, ils ont attiré l'attention sur une plateforme internet des jeunes qui va créer un espace de marché pour apparier les initiatives des jeunes sur l'eau et les opportunités de financement.

En ce qui concerne le processus du Forum mondial de l'eau, plusieurs participants ont constaté lors de e Forum une rupture entre le processus thématique et les discussions tant ministérielles que des autorités locales. Qualifiant cela d'une opportunité ratée d'exercer une pression politique, ils ont proposé que les organisateurs s'appliquent à atteindre de pour de plus grandes synergies lors du 6e Forum. Un délégué a noté que «l'eau est une question de pouvoir» et a déclaré que le Forum doit inclure «la voix des sans voix». Sur le contenu des sessions thématiques, les délégués ont proposés entre autres: les liens croisés entre la croissance démographique et sécurité de l'eau, un intérêt sur la réforme du secteur de l'eau et non pas seulement la réforme foncière; et l'élaboration des directives sur la gestion de flux de l'eau.

EDUCATION, CONNAISSANCES ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

ÉCOLES ET EDUCATION SUR L'EAU:

CONSTRUIRE DES PASSERELLES POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES: En ouvrant la session, John

Etgen, du Project de l'éducation sur l'eau pour les enseignants (Project WET), a souligné: les solutions pratiques pour les actions locales; le rôle des enfants dans la gestion de l'eau; les actions communautaires menant à des solutions pertinentes; et l'éducation sur l'eau comme outil de gestion de l'eau.

Teddy Tindamanyire, parlant au nom du Ministre ougandais de l'eau et de l'environnement, a présenté les obstacles qui se posent à une éducation efficace sur l'eau, notamment: la faible valeur économique attribuée à l'eau; l'absence d'investissement dans la sécurité de l'eau; et "la conception figée de l'eau comme un droit humain et une ressource disponible gratuitement pour tous". Parlant de l'approche interdisciplinaire de l'éducation sur l'eau au Mexique, Heidi Storsburg de CONAGUA, a noté que le niveau faible de l'engagement des éducateurs pour l'éducation sur la gestion de l'eau constitue un véritable défi.

Santa de Yonge, Project WET, a présenté les initiatives de ce projet, y compris ActionEducation, Comprendre les Inondations, et un partenariat avec le Programme international hydrologique de l'UNESCO. Elle a déclaré que les instruments d'éducation du projet Wet produisent de bons résultats parce qu'ils sont interactifs, adaptables, contemporains et orientés vers les solutions.

Sabrina Barker, du PNUÉ a présenté une initiative des jeunes intitulée "Vivre à la limite", en soulignant ses objectifs qui sont les suivants: la sensibilisation, le partage des connaissances et de l'information, la communication multisectorielle, mettre en lien des perspectives régionales différentes.

Hirokazu Miyao, du Centre pour le soutien aux activités liées à l'eau des enfants (CSCWA), a attiré l'attention sur le travail du CSCWA et sur la corrélation entre les "manières sociales" et les «expériences de la nature», relevant que les expériences de la nature sont essentielles dans le développement précoce de l'enfant. Şevket Alp, du Ministère de l'éducation nationale, Turquie, a parlé de l'utilisation par son pays de l'éducation sur l'eau, et relevé l'importance de la réutilisation de l'eau et de sa conservation.

Les panelistes et les délégués ont pas la suite discuté entre autres: de l'utilisation des langues maternelles pour transmettre les messages de l'éducation sur l'eau; des considérations culturelles dans l'éducation sur l'eau de la rationalisation des questions sexospécifiques; de l'intégration de l'éducation sur l'eau dans les programmes scolaires nationaux; et de la création des liens entre l'eau et la santé. Ils ont aussi discuté des considérations culturelles dans l'éducation sur l'eau et des stratégies pour économiser l'eau.

UTILISATION DES ATOUTS DES ASSOCIATIONS ET DES RÉSEAUX PROFESSIONNELS RÉALISER LES ODM: Paul Reiter, de l'Association internationale sur l'eau, a ouvert la réunion de synthèse des trois sessions tenues dans le cadre de ce sujet. Il a déclaré qu'un large consensus s'était dégagé pour reconnaître les associations professionnelles (AP) comme parties prenantes indispensables dans l'obtention des résultats et de la durabilité des projets sur le terrain. Il a souligné le rôle clé de soutien dans: le développement de stratégies; l'assistance technique; la mise au point des modèles et des systèmes pour renforcer l'efficacité, la médiation, la formation et le développement des capacités.

Rebecca West, de la Fédération de l'eau pour l'environnement, a expliqué que l'intention stratégique sous-tendant ces sessions était de construire des passerelles avec la communauté classique de développement et les organisations de la société civile.

À propos de la manière de mettre à profit l'intense esprit de collaboration qui a marqué le processus préparatoire et le Forum, les déléguées ont insisté sur la nécessité entre autres: de construire des passerelles avec les réseaux extérieurs au secteur de l'eau, en particulier les AP de la santé et de l'environnement; le jumelage des associations fortes avec les associations faibles, et la réforme de la structure élitiste des AP par le biais des partenariats avec les associations rurales et les organisations communautaires. Les exemples spécifiques d'alliances mentionnées incluaient une initiative de l'Association internationale de l'eau qui a publié une série d'articles sur l'eau et l'assainissement dans la revue médicale *The Lancet*; et la préparation d'un plan de travail de 5 ans par l'Association africaine de l'eau pour promouvoir le dialogue avec la Banque africaine de développement.

À la fin de la session, les associations organisatrices ont annoncé qu'elles lanceront un projet pour assurer la mise en œuvre des conclusions de la réunion.

SYTHÈSE DU THEME: András Szöllösi-Nagy, de l'UNESCO, a expliqué que le thème éducation, connaissance et développement des capacités comprend cinq sujets. Sur le sujet-éducation et stratégies de renforcement des capacités-, les délégués ont noté que l'eau devrait faire parti des programmes scolaires; ils ont relevé l'importance des évaluations des besoins locaux et des moyens novateurs et non traditionnels pour la communication le développement des capacités.

Un représentant du Forum des jeunes a déclaré que l'éducation est liée aux autres thèmes du Forum et que tous les programmes éducatifs devraient respecter les différences liées aux sexes. Il a souligné aussi la nécessité d'un accroissement du soutien financier et logistique dans les pays en développement, et a appuyé l'utilisation du concept de l'eau virtuelle qui tient compte de la quantité d'eau utilisée dans la production des denrées.

Les discussions sur "science et technologie de l'eau: solutions appropriées et novatrices pour que le 21e siècle réponde aux besoins de la société," ont porté sur comment la science et l'innovation peuvent aider à répondre aux questions à venir sur l'eau. Les délégués ont aussi relevé la nécessité entre autres: d'adopter les nouvelles technologies et explorer leur plein potentiel; d'apprendre des autres secteurs; et créer un impératif pour le changement en travaillant avec les parties prenantes et en développant des projets pilotes axés sur la demande.

Sur les sujets "utiliser les atouts des associations et des réseaux professionnels pour atteindre les ODM", les discussions ont porté sur deux points, à savoir: réduire les divergences de perception entre les réseaux professionnels et les groupes de développement; améliorer l'efficacité des instruments de développement et mettre en exergue les succès et tirer profit des progrès.

Sur le sujet "des données pour tous," plusieurs délégués ont souligné: l'importance de la collecte des données; la nécessité de mettre en place une structure intégrée et holistique qui englobe les variables économiques; l'étude des obstacles juridiques et institutionnels; ainsi que le leadership nécessaire pour surmonter ces obstacles, et l'absence des ressources; le potentiel du système de comptabilisation environnementale économique de l'eau pour la collecte des données nationales.

Sur le sujet "Eau et culture," les participants ont noté que les éducateurs doivent aussi être éduqués et que les clichés doivent être déconstruits. Certains délégués ont souligné la nécessité d'apprendre de l'expérience des aînés et ont relevé qu'il y a entre les cultures, autant de similitudes que de différences.

Szöllösi-Nagy, a clos la session en soulignant que les investissements dans les domaines de l'eau, de l'éducation, de la culture et du développement, sont des "investissements dans la paix."

REMERCIEMENT

Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5e Forum mondial de l'eau a remercié les amis mexicains pour leur contribution à la préparation du 5e Forum, après avoir organisé le 4e Forum mondial de l'eau à Mexico, Mexique en 2006.



G-D: Estrellita Fuentes, Mexique et Oktay Tabasaran, Secrétaire général, 5e Forum mondial de l'eau